

d'œuvre, — un meilleur crédit en Angleterre, — et une plus grande capacité, lorsque nous serons unis, à nous protéger en cas de danger. (Applaudissements.) L'hon. président du conseil a aussi énuméré les différents motifs qui doivent nous engager à accepter l'union, ainsi que d'autres raisons puissantes qui plaident en sa faveur. Mais les motifs justifiant un changement aussi considérable que celui que nous proposons, doivent être de différente nature ; ils doivent être en partie commerciaux, en partie militaires, et en partie politiques, et je vais passer en revue quelques uns de ces motifs, qui sont ceux de beaucoup de gens dans toutes ces provinces, et qui sont d'une nature sociale, ou, à strictement parler, politique plutôt que commerciale. En premier lieu, je dois dire que je crois, comme mon hon. ami (M. BROWN) l'a dit hier soir, que nous ne pouvons rester immobiles, — que nous ne pouvons éviter certains grands changements, — que nous ne pouvons rester séparés, province contre province, même si nous le voulions, — et que nous sommes dans un état de transition politique. Chacun admet, même ceux qui repoussent l'union, que nous devons avoir recours à d'autres moyens qu'à des expédients temporaires. Nous sommes forcés par les avertissements de l'intérieur et de l'extérieur de modifier notre constitution sur une grande échelle. Nous, les unionistes, déclarons tous d'une seule voix, que nous ne pouvons continuer à marcher comme nous avons marché jusqu'à présent ; mais vous, anti-unionistes, vous dites : — " Oh ! c'est déplacer la question, car vous n'avez pas encore prouvé cela." Eh bien ! quelles preuves veulent donc ces messieurs ? Je pense qu'il y a trois influences qui déterminent tout grand changement dans l'existence d'un individu ou d'un état. Premièrement, — son patron, propriétaire, maître, protecteur, allié ou ami, ou, dans notre politique, " la connexion impériale." Secondement, — son associé, camarade ou compagnon, ou son proche voisin. Et troisièmement, — l'homme ou l'Etat lui-même. Eh bien ! dans notre cas, ces trois causes ont été pour nous autant d'avertissements qui ont concouru à nous forcer d'adopter une nouvelle ligne de conduite. Quels sont ces avertissements ? Nous en avons eu au moins trois. Le premier nous est venu de l'Angleterre, et il a été amical. L'Angleterre nous a avertis par des faits réitérés, comme c'est son habitude, plutôt que par du verbiage, que les colonies

étaient entrées dans une nouvelle ère d'existence, une nouvelle phase de leur carrière. Elle nous a donné cet avertissement sous plusieurs formes, — lorsqu'elle nous a concédé le gouvernement responsable, — lorsqu'elle a adopté le libre échange, — lorsqu'elle a abrogé les lois de navigation, — et lorsque, il y a trois ou quatre ans, elle a commencé cette série de dépêches officielles relativement à la milice et la défense du pays qu'elle a constamment fait pleuvoir sur nous depuis, et qui portaient toujours cet avis solennel : — Préparez-vous ! préparez-vous ! — Ces avertissements nous disaient que l'ancien ordre de choses entre les colonies et la mère-patrie avait cessé, et qu'il fallait qu'un autre ordre de choses le remplaçât. (Écoutez !)

Il y a quatre ans environ, les premières dépêches commencèrent à être adressées à ce pays par le bureau colonial à ce sujet. Depuis cette époque jusqu'à présent, les dépêches se sont constamment suivies dans ce sens, soit à propos de points généraux ou particuliers rattachés à notre défense, or j'oserais dire que si les dépêches du feu duc de NEWCASTLE seul étaient reliées ensemble, elles formeraient un volume respectable. Toutes avertissaient ce pays, que ses relations — les relations militaires à part des relations politiques ou commerciales, — avec la mère-patrie étaient changées ; et l'on nous disait de la manière la plus explicite que nous ne devions plus nous considérer, à l'égard des défenses, dans la même position que nous occupions auparavant vis-à-vis la mère-patrie. Eh bien ! ces avertissements étaient ceux d'un ami, et si nous ne les avons pas écoutés, nous devons dire qu'ils ont été si fréquents et si continus qu'ils déchargent le gouvernement impérial de la responsabilité des conséquences, parce qu'ils montraient clairement aux colonies ce que, dans le cas de certaines éventualités, elles devaient espérer. Nous pouvons murmurer si nous le voulons à cause des préparatifs que l'Angleterre nous impose, mais que nous les aimions ou non, l'on nous a avertis que nous sommes entrés dans une nouvelle ère dans nos relations militaires avec le reste de l'Empire. (Écoutez ! écoutez !)

Ensuite nous avons eu le second avertissement, celui du dehors, l'avertissement américain. (Écoutez ! écoutez !)

L'Amérique républicaine nous a aussi donné des avertissements dans le passé, par la voie de la presse, de ses démagogues et de ses hommes d'état ; — mais, dernièrement, elle